

**Décret exécutif n° 13-306 du 24 Chaoual 1434
correspondant au 31 août 2013 portant
organisation de stages pratiques et en milieu
professionnel à l'intention des étudiants.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 84-296 du 13 octobre 1984, modifié et complété, relatif aux tâches d'enseignement et de formation à titre d'occupation accessoire ;

Vu le décret n° 85-243 du 1er octobre 1985 portant statut-type des instituts nationaux de formation supérieure ;

Vu le décret n° 88-90 du 3 mai 1988, modifié et complété, portant organisation des stages en milieu professionnel à l'intention des étudiants ;

Vu le décret présidentiel n° 12-325 du 16 Chaoual 1433 correspondant au 3 septembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 12-326 du 17 Chaoual 1433 correspondant au 4 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-293 du 13 Rajab 1422 correspondant au 1er octobre 2001, complété, relatif aux tâches d'enseignement et de formation assurées à titre d'occupation accessoire par des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs, des personnels chercheurs et d'autres agents publics ;

Vu le décret exécutif n° 03-279 du 24 Jomada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université ;

Vu le décret exécutif n° 08-130 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier de l'enseignant-chercheur ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'organisation des stage pratiques et en milieu professionnel, à l'intention des étudiants de formation supérieure du premier et second cycles et de graduation des établissements d'enseignement et de formation supérieurs.

Art. 2. — Les stages pratiques et en milieu professionnel constituent un élément fondamental du plan de formation et indissociable du *cursus* pédagogique et sont obligatoires dans les spécialités concernées.

Art. 3. — Les stages pratiques et en milieu professionnel ont pour objet :

- l'acquisition ou le renforcement des connaissances sur les réalités économiques et techniques du pays,
- l'intégration progressive de l'étudiant dans son futur cadre de travail,
- la contribution de l'étudiant à l'innovation et aux travaux de conception dans l'organisme d'accueil.

Art. 4. — Les stages pratiques et en milieu professionnel concernent tous les domaines, les filières et les spécialités proposés par les établissements d'enseignement et de formation supérieurs.

La nature du stage selon les domaines, les filières et les spécialités et le niveau concerné, les modalités d'évaluation et de contrôle ainsi que la période du *cursus* à laquelle il doit être effectué sont fixés par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, pour les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et conjointement avec le ministre de tutelle concerné, pour les établissements de formation supérieure.

Art. 5. — La programmation des stages est arrêtée, durant chaque année universitaire, entre l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs concerné et l'organisme d'accueil des stagiaires.

Art. 6. — Dans le cadre du programme arrêté, les modalités pratiques de déroulement du stage font l'objet d'une convention entre l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs et l'organisme d'accueil concerné, selon le modèle fixé conformément à l'annexe jointe au présent décret.

Cette convention précise notamment :

- le plan de travail des stagiaires et les objectifs assignés,
- les thèmes ou sujets retenus,

— l'identité et le grade des enseignants-chercheurs et, le cas échéant, des cadres techniques chargés de suivre les stagiaires,

— les dates, durées et lieux des stages,

— les effectifs à accueillir,

— la période de la convention de stage et les modalités de sa résiliation,

— autres conditions.

Art. 7. — L'encadrement des stagiaires est assuré par des enseignants-chercheurs désignés par l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs. Il peut être fait appel, en cas de besoin, d'encadrement des stagiaires, à des cadres techniques retenus parmi les personnels justifiant d'un niveau de qualification supérieur à celui du stagiaire ou d'une expérience professionnelle éprouvée.

Durant sa présence sur les lieux du stage, le stagiaire est placé sous l'autorité hiérarchique d'un responsable désigné par l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs ou par l'organisme d'accueil.

Le stagiaire est soumis au règlement intérieur de l'organisme d'accueil.

Art. 8. — Les cadres techniques chargés de suivre les stages des étudiants, perçoivent une rétribution conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 9. — Le stagiaire est tenu de déposer auprès de la structure d'accueil, un exemplaire des résultats de ses travaux.

Art. 10. — Les stagiaires bénéficient d'une indemnité journalière destinée à couvrir leurs frais de stage et dont le montant est fixé forfaitairement à :

— cinq cents dinars (500 DA) par repas ;

— mille deux cents (1200 DA) dinars par nuitée ;

Soit un total journalier de deux mille deux cents dinars (2200 DA).

L'indemnité journalière prévue ci-dessus, est servie selon les conditions ci-après :

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon inférieur ou égal à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant, ce dernier perçoit une indemnité correspondante à un (1) repas, soit cinq cents dinars (500 DA) par jour ;

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon supérieur à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant, ce dernier perçoit la totalité de l'indemnité journalière soit deux mille deux cents dinars (2200 DA) ;

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon supérieur à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant et que son hébergement peut être assuré par l'établissement ou l'organisme d'accueil il est servi l'indemnité correspondante à deux (2) repas, soit mille dinars (1000 DA) par jour.

Art. 11. — L'établissement d'enseignement et de formation supérieurs de l'étudiant prend en charge, durant toute la période du stage, les frais de son transport jusqu'au lieu de déroulement du stage et son retour.

Art. 12. — Toute absence non justifiée du stagiaire durant la période de stage est sanctionnée par une retenue sur l'indemnité prévue à l'article 10 ci-dessus, correspondant à la durée de l'absence.

Art. 13. — Les stagiaires bénéficient d'une couverture de l'assurance sociale conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Un certificat de stage est délivré à l'étudiant stagiaire à la fin de la période de stage, selon le modèle fixé conformément à l'annexe jointe au présent décret.

Art. 15. — Sont exclus du champ d'application du présent décret, les stages des formations assurées par les écoles normales supérieures.

Art. 16. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 88-90 du 3 mai 1988, modifié et complété, susvisé.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Chaoual 1434 correspondant au 31 août 2013.

Abdelmalek SELLAL.

ANNEXE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CONVENTION DE STAGE

Entre l'établissement universitaire :

Représenté par :

Et

l'établissement ou l'administration d'accueil :

Représenté par :

Article 1er. — Dispositions générales

La présente convention est régie par les dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 13-306 du 24 Chaoual 1434 correspondant au 31 août 2013 portant organisation de stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants.

Et de l'arrêté de relatif à la nature, à l'évaluation et au contrôle des stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants.

Art. 2. — Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le cadre d'organisation et de déroulement des stages pratiques et en milieu professionnel, à l'intention des étudiants du département de l'établissement universitaire (université, centre universitaire, école) :

Le stage concerne les étudiants inscrits en vue de l'obtention du diplôme de licence de/ de master de

Art. 3. — Objectifs du stage

Le stage de formation a pour objet de permettre à l'étudiant de mettre en pratique ses connaissances théoriques et méthodologiques acquis durant sa formation et réaliser le projet de fin d'études par la préparation d'un mémoire.

Le but du stage consiste à préparer l'étudiant à la vie professionnelle. Le stage fait partie du *cursus* pédagogique de l'étudiant, il est obligatoire en vue de l'obtention des diplômes de licence / de master.

Les activités de stage sont déterminées par l'établissement universitaire et l'établissement ou l'administration d'accueil en fonction du programme de la formation dispensée.

Art. 4. — Thèmes des stages et organisation du travail

Les thèmes des stages ainsi que les plans de travail des stagiaires et les objectifs assignés aux stages sont laissés à l'appréciation des encadreurs des stages et sont déterminés selon le programme d'études et le sujet de fin d'études validé par l'encadreur enseignant-chercheur de l'établissement universitaire, avec l'accord des instances pédagogiques de l'établissement universitaire..... et des instances concernées par la prise en charge des stages de l'établissement ou de l'administration d'accueil.

Art. 5. — Désignation, des encadreurs et maîtres de stage

L'établissement universitaire désigne un encadreur enseignant-chercheur, l'établissement d'accueil désigne un maître de stage.

Les cadres techniques (maîtres de stage) chargés de suivre les stagiaires sont désignés par et doivent être des avec au moins cinq (5) ans d'expérience.

Durant sa présence sur les lieux du stage, le stagiaire est placé sous l'autorité hiérarchique du maître de stage désigné.

Il doit respecter strictement les dispositions du règlement intérieur de l'établissement ou de l'administration d'accueil et du service ou il est affecté.

Art. 6. — Modalités pratiques de déroulement du stage

— Périodicité des stages

Les stages se dérouleront sur la période : (septembre-mai)

Avec une périodicité de : (2 fois par semaine)

La répartition se fait comme suit :

— 1er semestre : stage d'imprégnation au sein d'un service pour les

— 2ème semestre : les stagiaires sont affectés vers les différents services selon les plannings suivants :

1er groupe du au

2ème groupe du au

Chaque groupe est composé de (nombres d'étudiants)....

Les effectifs de chaque groupe sont dimensionnés avec les encadreurs en fonction des capacités d'accueil de l'établissement ou de l'administration d'accueil.

Art. 7. — Conditions diverses

— Rémunération des maîtres de stage

Les maîtres de stage perçoivent une rétribution servie par l'établissement de l'enseignement supérieur conformément à la réglementation en vigueur.

— Couverture sociale du stagiaire

La couverture de la sécurité sociale est assurée par l'établissement universitaire

Lorsqu'un accident survient par le fait ou à l'occasion du stage en entreprise, l'obligation de la déclaration de l'accident de travail incombe à l'établissement ou l'administration dans laquelle est effectué le stage.

L'administration ou l'établissement d'accueil doit adresser sans délai à l'établissement universitaire dont relève le stagiaire une copie de la déclaration d'accident de travail envoyé à la structure de la sécurité sociale compétente.

— Conditions d'absence du stagiaire

Le stagiaire est autorisé à s'absenter dans les cas suivants :
.....
.....

Art. 8. — Durée de la convention et modalités de résiliation

La présente convention de stage est conclue pour une durée de trois (3) ans renouvelable pour la même période.

La partie qui souhaite mettre fin à la présente convention est tenue d'informer l'autre partie six (6) mois avant la date proposée de la fin de la convention.

Art. 9. — Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à partir de la date de sa signature par les deux parties.

Fait à, le

L'établissement
de l'enseignement
Supérieur.....
Représenté par

L'établissement
ou l'administration
d'accueil
Représenté par :
.....

République Algérienne Démocratique et Populaire

Attestation de Stage

Je, soussigné(e) (le responsable de stage).....

Que l'étudiant (e).....né(e) le.....à.....

Inscrit(e) à (l'université, centre universitaire, école).....

A effectué un stage de fin de formation dans la filière.....

A (l'établissement, administration,.....).....

Durant la période de.....à.....

Fait à le

**Le responsable de l'établissement de
l'enseignement ou de la formation supérieur**

**Le responsable de l'établissement ou
l'administration d'accueil**

Cette attestation est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 12-325 المؤرخ في 16 شوال عام 1433 الموافق 3 سبتمبر سنة 2012 والمتضمن تعيين الوزير الأول،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 12-326 المؤرخ في 17 شوال عام 1433 الموافق 4 سبتمبر سنة 2012 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01-293 المؤرخ في 13 رجب عام 1422 الموافق أول أكتوبر سنة 2001 والمتعلق بمهام التعليم والتكوين التي يقوم بها أساتذة التعليم والتكوين العالين ومستخدمو البحث وأعاون عموميون آخرون باعتبارها عملا ثانويا، المتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 الذي يحدد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 11 رجب 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-500 المؤرخ في 27 ذي القعدة عام 1426 الموافق 29 ديسمبر سنة 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-130 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث،

- و بعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يهدف هذا المرسوم إلى تحديد

كيفية تنظيم التربيصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة طلبة التكوين العال في الطورين الأول والثاني وفي مرحلة التدرج لمؤسسات التعليم والتكوين العالين.

مرسوم تنفيذي رقم 13 - 306 مؤرخ في 24 شوال عام 1434 الموافق 31 غشت سنة 2013، يتضمن تنظيم التربيصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة الطلبة.

إن الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العال والبحث العلمي،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و 125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 83-11 المؤرخ في 21 رمضان عام 1403 الموافق 2 يوليو سنة 1983 والمتعلق بالتأمينات الاجتماعية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 83-13 المؤرخ في 21 رمضان عام 1403 الموافق 2 يوليو سنة 1983 والمتعلق بحوادث العمل والأمراض المهنية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العال، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84-296 المؤرخ في 18 محرم عام 1405 الموافق 13 أكتوبر سنة 1984 والمتعلق بمهام التدريس والتكوين باعتبارها عملا ثانويا، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم رقم 85-243 المؤرخ في 16 محرم عام 1406 الموافق أول أكتوبر سنة 1985 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للمعاهد الوطنية للتكوين العال،

- وبمقتضى المرسوم رقم 88-90 المؤرخ في 16 رمضان عام 1408 الموافق 3 مايو سنة 1988 والمتضمن تنظيم تداريب الطلبة في الوسط المهني، المعدل والمتمم،

- عدد الطلبة المطلوب استقباليهم،

- مدة اتفاقية التبرص وكيفية فسخها،

- الشروط الأخرى.

المادة 7: يضمن تأطير المتربصين أساتذة باحثون

تعيينهم مؤسسة التعليم أو التكوين العالين. ويمكن عند الحاجة، الاستعانة بإطارات تقنية لتأطير المتربصين، من بين المستخدمين الذين يثبتون مستوى تأهليا أعلى من مستوى المتربص أو خبرة مهنية محققة.

يوضع المتربص مدة وجوده في أماكن التبرص تحت السلطة السلمية لمسؤول تعينه مؤسسة التعليم أو التكوين العالين أو الهيئة المستقبلية.

يخضع المتربص للقانون الداخلي للهيئة المستقبلية.

المادة 8: تتقاضى الإطارات التقنية المكلفة بمتابعة تربصات الطلبة مكافأة طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 9: يجب على المتربص أن يودع نسخة من نتائج أعماله لدى الهيئة المستقبلية.

المادة 10: يستفيد المتربصون تعويضا يوميا يخصص لتغطية مصاريف تربصهم، يحدد مبلغه جزافا كما يأتي:

- خمسمائة دينار (500 دج) للوجبة الواحدة،

- ألف ومائتا دينار (1200 دج) لليلة الواحدة.

أي مجموع يومي قدره ألفان ومائتا دينار (2200 دج).

ويصرف التعويض اليومي المنصوص عليه أعلاه حسب الشروط الآتية:

- إذا كان مكان إجراء التبرص موجودا على بعد تقل مسافته من مقر الإقامة الجامعية للطلّاب عن 50 كم أو تساويها، يتقاضى هذا الأخير تعويضا يعادل وجبة واحدة، أي خمسمائة دينار (500 دج) لليوم الواحد،

- إذا كان مكان إجراء التبرص موجودا على بعد يفوق 50 كم من مقر الإقامة الجامعية للطلّاب، يتقاضى هذا الأخير مجموع التعويض المخصص لليوم الواحد، أي ألفين ومائتي دينار (2200 دج)،

المادة 2: تمثل التبرصات الميدانية وفي الوسط المهني عنصرا أساسيا لمخطط التكوين لا ينفصل عن المسار البيداغوجي، وهي إجبارية في فروع التخصص المعنية.

المادة 3: تستهدف التبرصات الميدانية وفي الوسط المهني، ما يأتي:

- اكتساب معلومات عن الحقائق الاقتصادية والتقنية للبلاد أو تعزيزها،

- اندماج الطّالِب تدريجيا في إطار عمله المستقبلي،

- مساهمة الطّالِب في الابتكار وأعمال التصور في الهيئة المستقبلية.

المادة 4: تخص التبرصات الميدانية وفي الوسط المهني كل الميادين والشعب والتخصصات التي توفرها مؤسسات التعليم والتكوين العالين.

تحدد طبيعة التبرصات حسب الميادين والشعب والتخصصات والمستوى المعني وكيفية التقويم والرقابة وكذا برمجته في المسار بقرار من وزير التعليم العالِي والبحث العلمي، بالنسبة لمؤسسات التعليم العالِي والبحث العلمي و بقرار مشترك مع الوزير الوصي المعني، بالنسبة لمؤسسات التكوين العالِي.

المادة 5: تتم برمجة التبرصات، خلال كل سنة جامعية، بين مؤسسة التعليم أو التكوين العالين المعنية والهيئة المستقبلية للمتربصين.

المادة 6: تضبط الكيفيات العملية لسير التبرصات، في إطار البرنامج المحدد، باتفاقية تبرم بين مؤسسة التعليم أو التكوين العالين والهيئة المستقبلية المعنية، يحدد نموذجها طبقا للملحق المرفق بهذا المرسوم.

وتبين هذه الاتفاقية على الخصوص، ما يأتي:

- مخطط عمل المتربصين والأهداف المرسومة،

- المحاور أو المواضيع المعتمدة،

- هوية الأساتذة الباحثين وعند الاقتضاء، الإطارات التقنية المكلفين بمتابعة المتربصين ورتبهم،

- تواريخ التبرصات ومدتها وأماكنها،

المادة الأولى : أحكام عامة

تخضع هذه الاتفاقية لأحكام المادة 6 من المرسوم التنفيذي رقم 13-306 المؤرخ في 24 شوال عام 1434 الموافق 31 غشت سنة 2013، والمتضمن تنظيم التربصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة الطلبة.

و أحكام القـــرار المــــؤرخ في..... والمتعلق بطبيعة التربصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة الطلبة وتقييمها ومراقبتها.

المادة 2 : موضوع الاتفاقية

تهدف هذه الاتفاقية إلى تحديد إطار تنظيم وسير التربصات الميدانية وفي الوسط المهني لفائدة طلبة قسم..... المؤسسة الجامعية (جامعة، مركز جامعي، المدرسة).....

يخص التربص الطلبة المسجلين لنيل شهادة الليسانس في..... الماستر في.....

المادة 3 : أهداف التربص

يهدف التربص التكويني إلى السماح للطلاب بتطبيق معارفه النظرية والمنهجية التي تحصل عليها خلال تربصه و إنجاز مشروع نهاية الدراسة بتحضير مذكرة.

يهدف التربص إلى تحضير الطالب للحياة المهنية. ويندرج التربص ضمن المسار البيداغوجي للطلاب وهو إجباري للحصول على شهادة الليسانس / الماستر.

تحدد نشاطات التربص من طرف المؤسسة الجامعية أو مؤسسة أو إدارة الاستقبال و ذلك حسب برنامج التكوين المتوفر.

المادة 4 : مواضيع التربصات و تنظيم العمل

تترك مواضيع التربصات وكذا مخططات عمل المتربصين والأهداف المرجوة من التربصات لتقدير المشرفين على التربصات وتحدد حسب برنامج الدراسات وموضوع نهاية الدراسة المصادق عليه من طرف المشرف الأستاذ الباحث للمؤسسة الجامعية

- إذا كان مكان إجراء التربص موجودا على بعد يفوق 50 كم من مقر الإقامة الجامعية للطالب، ويمكن المؤسسة أو الهيئة التي تستقبل المتربص أن تضمن له الإيواء، فإنه يمنح تعويضا يعادل وجبتين أي ألف دينار (1000 دج) لليوم الواحد.

المادة 11 : تتكفل مؤسسة التعليم والتكوين العاليين بمصاريف نقل الطالب إلى مكان إجراء التربص وعودته خلال كل فترة التربص.

المادة 12 : يعاقب المتربص عن كل غياب غير مبرر طوال مدة التربص بخضم مبلغ يناسب مدة الغياب من التعويض المنصوص عليه في المادة 10 أعلاه.

المادة 13 : يستفيد المتربصون من تغطية الضمان الاجتماعي طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 14 : يمنح الطالب المتربص شهادة تربص عند نهاية فترة التربص ، يحدد نموذجها طبقا للملحق المرفق بهذا المرسوم.

المادة 15 : تستثنى من مجال تطبيق هذا المرسوم تربصات التكوينات التي تقوم بها المدارس العليا للأساتذة.

المادة 16 : تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا المرسوم، لا سيما المرسوم رقم 88-90 المؤرخ في 16 رمضان عام 1408 الموافق 3 مايو سنة 1988، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه.

المادة 17 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 24 شوال عام 1434 الموافق 31 غشت سنة 2013.

عبد المالك سلال

الملحق

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

اتفاقية تربص

بين

المؤسسة الجامعية :

ممثلة من طرف :

و

المؤسسة / الإدارة المستقبلية :

ممثلة من طرف :

المادة 7 : شروط مختلفة

- مكافأة مسؤولي التربص :

يتلقى مسؤولو التربص مكافأة تدفعها مؤسسة التعليم العالي طبقا للتنظيم المعمول به.

- التغطية الاجتماعية للمتربص:

تضمن المؤسسة الجامعية التغطية الاجتماعية

عند وقوع حادث بسبب أو بمناسبة التربص في المؤسسة، تقع مسؤولية التصريح بحادث العمل على عاتق المؤسسة أو الإدارة التي يتم فيها التربص.

يجب على الإدارة أو المؤسسة المستقبلية أن ترسل إلى المؤسسة الجامعية التي ينتمي إليها المتربص دون تأخير، نسخة من التصريح بحادث العمل المرسل إلى هيكل الضمان الاجتماعي المختص.

- شروط تغيب المتربص :

يرخص للمتربص بالتغيب في الحالات الآتية :

.....
.....
.....
.....
.....

المادة 8 : مدة الاتفاقية و كفاءات فسخها

تبرم اتفاقية التربص هذه لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد لنفس المدة.

يجب على الطرف الراغب في إنهاء هذه الاتفاقية إخطار الطرف الآخر قبل ستة (6) أشهر من التاريخ المقرر لإنهاء الاتفاقية.

المادة 9 : سريان الاتفاقية

تسري هذه الاتفاقية ابتداء من تاريخ توقيعها من الطرفين.

حرر ب في

مؤسسة التعليم العالي المؤسسة أو الإدارة المستقبلية
ممثلة من طرف..... ممثلة من طرف.....

بموافقة الهيئات البيداغوجية للمؤسسة الجامعية
والهيئات المعنية بالتكفل
بالتربصات في مؤسسة أو إدارة الاستقبال.

المادة 5 : تعيين المؤطرين ومسؤولي التربصات

تعين المؤسسة الجامعية أستاذا باحثا مؤطرا للتربص وتعين المؤسسة المستقبلية مسؤولا للتربص.

تعين الإطارات التقنية (مسؤولو التربص) المكلفة بمتابعة المتربصين من طرف..... ويجب أن يكونوا..... ويحوزوا خمس (5) سنوات من الخبرة على الأقل.

يوضع المتربص خلال تواجده في أماكن التربص تحت السلطة السلمية لمسؤول التربص المعين.

يجب على المتربص خلال تواجده في أماكن التربص الاحترام التام لأحكام النظام الداخلي للمؤسسة أو الإدارة المستقبلية والمصلحة التي ألحق بها.

المادة 6 : الكفاءات العملية لسير التربص

- مدة التربصات :

تمتد التربصات على المرحلة الممتدة (من سبتمبر إلى مايو)

تجري التربصات مرتين في الأسبوع.

يتم توزيع التربصات كما يأتي :

- السداسي الأول : تربص تلقين لدى مصلحة.....لفائدة.....

- السداسي الثاني : يعين المتربصون في مختلف المصالح حسب الجداول الآتية :

الفوج الأول، من..... إلى

الفوج الثاني، من..... إلى

يتكون كل فوج من (عدد الطلبة)

يتراوح تعداد كل فوج بالتناسب مع عدد المؤطرين وحسب قدرات استقبال المؤسسة أو الإدارة المستقبلية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

شهادة تربص

- يشهد (مسؤول (ة) التربص) :
 بأن الطالب (ة) : المولود (ة) في ب
 المسجل (ة) ب (الجامعة، المركز الجامعي، المدرسة)
 قد أجرى (ت) تربص نهاية التكوين في (التخصص) ب (مؤسسة، إدارة)
 في الفترة الممتدة بين و

حرر ب في :

مسؤول (ة) المؤسسة أو الإدارة المستقبلية

مسؤول (ة) مؤسسة التعليم أو التكوين العالين

سلّمت هذه الشهادة لاستعمالها بما يسمح به القانون